

# CANADA LANDS COMPANY CLC LIMITED

**PRIVACY ACT  
ANNUAL REPORT  
FOR REPORTING PERIOD OF  
APRIL 1, 2013 TO MARCH 31, 2014**

## Introduction

The *Privacy Act* came into force in 1983. It gives Canadian citizens and people present in Canada the right to have access to information that is held about them by the federal government. It also protects unauthorized disclosure of that personal information. In addition, it strictly controls how the government will collect, use, store, disclose and dispose of any personal information.

In accordance with the provisions of section 72, Canada Lands Company CLC Limited (CLC) has prepared its annual report on the administration of this act and the annual report will be tabled in Parliament.

## Mandate of Canada Lands Company CLC Limited

CLC is the core real estate subsidiary of Canada Lands Company Limited. CLC has the same principal goal in its policy mandate as its parent company, to ensure the commercially oriented, orderly disposition of selected surplus federal real properties with optimal value to the Canadian taxpayer and the holding and managing of certain properties. This was laid out by the government in 1995 and then reconfirmed in 2001. The realization of optimal value recognizes financial value, economic stimulation and the strengthening of the quality of life in communities where the Company operates.

# SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA CLC LIMITÉE

**LOI SUR LA PROTECTION DES  
RENSEIGNEMENTS PERSONNELS  
RAPPORT ANNUEL  
POUR LA PÉRIODE DU  
1<sup>er</sup> AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014**

## Introduction

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* est entrée en vigueur en 1983. Elle garantit aux citoyens canadiens et aux personnes présentes au Canada l'accès à l'information à leur sujet qui est détenue par le gouvernement fédéral. La Loi les protège également de la divulgation non autorisée de ces renseignements personnels. De plus, elle place des contrôles très stricts sur la façon dont le gouvernement peut recueillir, utiliser, entreposer et divulguer des renseignements personnels, et sur la façon dont il peut en disposer.

Conformément aux dispositions de l'article 72, la Société immobilière du Canada CLC Limitée (SIC) a préparé son rapport annuel sur l'administration de cette loi et le rapport annuel sera déposé au Parlement.

## Mandat de la Société immobilière du Canada CLC Limitée

La SIC est la principale filiale immobilière de la Société immobilière du Canada limitée. La SIC a le même mandat que la société mère, soit de se charger de l'aliénation de certains biens immobiliers excédentaires de façon ordonnée et à des fins commerciales, afin de procurer la plus grande valeur possible aux contribuables canadiens, ainsi que de détenir et gérer certaines propriétés. Ce mandat, qui lui avait été confié par le gouvernement en 1995, a été confirmé en 2001. La réalisation de la valeur optimale englobe la valeur financière, la stimulation économique et la contribution à la qualité de la vie dans les collectivités où

l'entreprise exerce ses activités.

CLC's role is further elaborated on in Treasury Board's Policy on the Management of Real Property and Directive on the Sale or Transfer of Surplus Real Property. The surplus properties disposed of by CLC are identified as strategic. Strategic real properties are properties or portfolios of properties with potential for significantly enhanced value, those that are highly sensitive, or a combination of these factors. Because of the complexity associated with these properties, they may require innovative efforts and a comprehensive management approach to move them into the market.

Le rôle de la SIC est décrit plus précisément dans la Politique sur la gestion des biens immobiliers et dans la Directive sur la vente ou le transfert des biens immobiliers excédentaires du Conseil du Trésor. Les biens immobiliers que la SIC cède sont désignés stratégiques. Les biens immobiliers stratégiques sont des biens ou des portefeuilles de biens dont la valeur peut être accrue de manière significative ou qui sont d'une importance névralgique – ou une combinaison de ces facteurs. En raison de l'aura de complexité entourant ces biens, il peut s'avérer nécessaire d'innover et de recourir à une approche de gestion englobante pour les mettre sur le marché.

### **Activities Regarding the *Privacy Act***

All responsibilities regarding the administration of the *Privacy Act* rest upon the Corporate Secretary who reports directly to the President and Chief Executive Officer. The latter is the head of the government institution for the purpose of the Act and he delegated all his powers under the Act to the Corporate Secretary. A copy of the delegation order is enclosed at the end of this report.

### **Activités relatives à la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

Toutes les responsabilités liées à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* incombent au Secrétaire général qui relève directement du Président et premier dirigeant de la société. Ce dernier, étant responsable de l'institution fédérale aux fins de la Loi, lui a délégué tous les pouvoirs que confère la Loi. Une copie du décret de délégation de pouvoirs est jointe à ce rapport.

A consultant is retained by the Corporate Secretary to assist him in managing privacy activities.

Le Secrétaire général retient les services d'un expert-conseil pour l'aider à gérer le volet de la protection des renseignements personnels.

### **Statistical Report**

The trend for the number of requests received by the Company compared with the previous reporting periods remained unchanged. CLC received no requests under the *Privacy Act* between April 1, 2013 and March 31, 2014.

### **Rapport statistique**

La tendance pour ce qui est du nombre de demandes reçues par la Société comparativement aux périodes antérieures demeure inchangée. La SIC n'a reçue aucune demande en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* durant la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014.

No costs were incurred for the administration of the Act.

Aucun coût n'a été encouru pour l'administration de la Loi.

### **Privacy Act Training**

No *Privacy Act* training was undertaken during the reporting period.

### **Des activités d'éducation et de formation en matière de la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

Aucune activité d'éducation et de formation en matière de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* n'a été entreprise au cours de la période visée.

### **Institution-specific Privacy Policies**

CLC did not develop any new or revised privacy policies or procedures during the reporting period.

### **Politiques et procédures institutionnelles**

La SIC n'a pas élaboré ou révisé de nouvelle politique ou procédure relativement à la protection de la vie privée au cours de la période en question.

### **Privacy Impact Assessments**

CLC conducted no privacy impact assessments during the 2013-2014 period.

### **Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée**

La SIC n'a entrepris aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée durant la période visée par ce rapport.

### **Data Matching and Data Sharing Activities**

CLC did not undertake any of these activities during the reporting period.

### **Activités de couplages et d'échanges de données**

La SIC n'a entrepris aucune activité de couplage et d'échange de données durant la période visée par le rapport.

### **Education and Awareness**

No sessions regarding the Act were given during the reporting period.

### **Éducation et sensibilisation**

Aucune session au sujet de la Loi n'a été donnée durant la de rapport.

### **Disclosure of Personal Information**

During the reporting period, CLC has not disclosed any personal information to third parties in accordance with paragraphs 8(2)(e), (f), (g) and (m) of the Act.

### **Divulgence de renseignements personnels**

Durant la période visée par ce rapport, la SIC n'a divulgué aucun renseignement personnel à de tierces parties en vertu des alinéas 8(2)(e), (f), (g) et (m) de la Loi.

## **Complaints and Appeals**

No complaints were filed with the Privacy Commissioner and no appeals were filed with the Federal Court during the reporting period.

## **Monitoring the Time to Process Requests**

CLC did not conduct any monitoring of the time to process privacy requests and requests for the correction of personal information during the reporting period.

## **Material Privacy Breaches**

No material privacy breach occurred during the reporting period.

## **Disclosures made pursuant to Paragraph 8(2)(m) of the *Privacy Act***

No disclosures were made under paragraph 8(2)(m) of the *Privacy Act* during the reporting period.

## **Plaintes et recours judiciaires**

Aucune plainte n'a été déposée auprès du Commissaire à la protection de la vie privée et aucun appel à la Cour fédérale n'a été entamé au cours de la période en question.

## **Suivi du temps requis pour traiter les demandes**

Aucun suivi du temps requis pour traiter les demandes d'accès à des renseignements personnels et des demandes de correction de renseignements personnels n'a été effectué au cours de la période d'établissement de rapports.

## **Cas d'atteinte substantielle**

Aucun cas d'atteinte substantielle à la vie privée n'a eu lieu au cours de la période en question.

## **Divulgations faites en vertu de l'alinéa 8(2)(m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

Aucune divulgation n'a été effectuée en vertu de l'alinéa 8(2)(m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* au cours de la période en question.



## Statistical Report on the *Privacy Act*

Name of institution: Canada Lands Company CLC Limited

Reporting period: 01/04/2013 to 31/03/2014

### PART 1 – Requests under the *Privacy Act*

	Number of Requests
Received during reporting period	0
Outstanding from previous reporting period	0
<b>Total</b>	<b>0</b>
Closed during reporting period	0
Carried over to next reporting period	0

### PART 2 – Requests closed during the reporting period

#### 2.1 Disposition and completion time

Disposition of requests	Completion Time							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	More than 365 days	
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

#### 2.2 Exemptions

Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests
18(2)	0	22(1)(a)(i)	0	23(a)	0
19(1)(a)	0	22(1)(a)(ii)	0	23(b)	0
19(1)(b)	0	22(1)(a)(iii)	0	24(a)	0
19(1)(c)	0	22(1)(b)	0	24(b)	0
19(1)(d)	0	22(1)(c)	0	25	0
19(1)(e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)(f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	28	0
21	0	22.3	0		

### 2.3 Exclusions

Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests
69(1)(a)	0	70(1)(a)	0	70(1)(d)	0
69(1)(b)	0	70(1)(b)	0	70(1)(e)	0
69.1	0	70(1)(c)	0	70(1)(f)	0
				70.1	0

### 2.4 Format of information released

Disposition	Paper	Electronic	Other formats
All disclosed	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0
Total	0	0	0

### 2.5 Complexity

#### 2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Disposition of requests	Number of pages processed	Number of pages disclosed	Number of requests
All disclosed	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0
All exempted	0	0	0
All excluded	0	0	0
Request abandoned	0	0	0

#### 2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less than 100 pages processed		101-500 pages processed		501-1000 pages processed		1001-5000 pages processed		More than 5000 pages processed	
	Number of Requests	Pages disclosed	Number of Requests	Pages disclosed	Number of Requests	Pages disclosed	Number of Requests	Pages disclosed	Number of Requests	Pages disclosed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

### 2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation required	Legal Advice Sought	Interwoven Information	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Abandoned	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### 2.6 Deemed refusals

#### 2.6.1 Reasons for not meeting statutory deadline

Number of requests closed past the statutory deadline	Principal Reason			
	Workload	External consultation	Internal consultation	Other
0	0	0	0	0

#### 2.6.2 Number of days past deadline

Number of days past deadline	Number of requests past deadline where no extension was taken	Number of requests past deadline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### 2.7 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### **PART 3 – Disclosures under subsection 8(2)**

Paragraph 8(2)(e)	Paragraph 8(2)(m)	Total
0	0	0

#### **PART 4 – Requests for correction of personal information and notations**

	Number
Requests for correction received	0
Requests for correction accepted	0
Requests for correction refused	0
Notations attached	0

#### **PART 5 – Extensions**

##### 5.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of requests where an extension was taken	15(a)(i) Interference with operations	15(a)(ii) Consultation		15(b) Translation or conversion
		Section 70	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

##### 5.2 Length of extensions

Length of extensions	15(a)(i) Interference with operations	15(a)(ii) Consultation		15(b) Translation purposes
		Section 70	Other	
1 to 15 days	0	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



**PART 6 – Consultations received from other institutions and organizations**

**6.1 Consultations received from other government institutions and organizations**

Consultations	Other government institutions	Number of pages to review	Other organizations	Number of pages to review
Received during the reporting period	0	0	0	0
Outstanding from the previous reporting period	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Closed during the reporting period	0	0	0	0
Pending at the end of the reporting period	0	0	0	0

**6.2 Recommendations and completion time for consultations received from other government institutions**

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	than 365 days	
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**6.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations**

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	than 365 days	
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**PART 7 – Completion time of consultations on Cabinet confidences**

Number of days	Number of responses received	Number of responses received past deadline
1 to 15	0	0
16 to 30	0	0
31 to 60	0	0
61 to 120	0	0
121 to 180	0	0
181 to 365	0	0
More than 365	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**PART 8 – Resources related to the *Privacy Act*****8.1 Costs**

Expenditures		Amount
Salaries		\$0
Overtime		\$0
Goods and Services		\$0
• Contracts for privacy impact assessments	\$0	
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$0	
<b>Total</b>		<b>\$0</b>

**8.2 Human Resources**

Resources	Dedicated full-time	Dedicated part-time	Total
Full-time employees	0.00	0.00	0.00
Part-time and casual employees	0.00	0.00	0.00
Regional staff	0.00	0.00	0.00
Consultants and agency personnel	0.00	0.00	0.00
Students	0.00	0.00	0.00
<b>Total</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>

## Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels

Nom de l'institution : SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA CLC LIMITÉE

Période visée par le rapport : 01-Apr-13 au 31-Mar-14

### **PARTIE 1 – Demandes en vertu de la LPRP**

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période visée par le rapport	0
En suspens à la fin de la période de rapport précédente	0
<b>Total</b>	<b>0</b>
Fermées pendant la période visée par le rapport	0
Reportées à la prochaine période de rapport	0

### **PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période visée par le rapport**

#### 2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exemptés	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

#### 2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
18(2)	0	22(1)a)(i)	0	23a)	0
19(1)a)	0	22(1)a)(ii)	0	23b)	0
19(1)b)	0	22(1)a)(iii)	0	24a)	0
19(1)c)	0	22(1)b)	0	24b)	0
19(1)d)	0	22(1)c)	0	25	0
19(1)e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	28	0
21	0	22.3	0		

## 2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1)a)	0	70(1)a)	0	70(1)d)	0
69(1)b)	0	70(1)b)	0	70(1)e)	0
69.1	0	70(1)c)	0	70(1)f)	0
				70.1	0

## 2.4 Support des documents divulgués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
Total	0	0	0

## 2.5 Complexité

### 2.5.1 Pages pertinentes traitées et divulguées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages divulguées	Nombre de demandes
Communication totale	0	0	0
Communication partielle	0	0	0
Tous exemptés	0	0	0
Tous exclus	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0

### 2.5.2 Pages pertinentes traitées et divulguées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exemptés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

### 2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Tous exemptés	0	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### 2.6 Retards

#### 2.6.1 Raisons des retards dans le traitement des demandes

Nombre de demandes fermées en retard	Raison principale			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
0	0	0	0	0

#### 2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours en retard	Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### 2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### **PARTIE 3 – Communications en vertu du paragraphe 8(2)**

Alinéa 8(2)e)	Alinéa 8(2)m)	Total
0	0	0

## **PARTIE 4 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions**

	Nombre
Demandes de correction reçues	0
Demandes de correction acceptées	0
Demandes de correction refusées	0
Mentions annexées	0

## **PARTIE 5 – Prorogations**

### 5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes nécessitant une prorogation	15a)(i) Entrave au fonctionnement	15a)(ii) Consultation		15b) Traduction ou conversion
		Article 70	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Tous exemptés	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### 5.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	15a)(i) Entrave au fonctionnement	15a)(ii) Consultation		15b) Traduction ou conversion
		Article 70	Autres	
1 à 15 jours	0	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## **PARTIE 6 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organismes**

### 6.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales et organismes

Consultations	Autres institutions fédérales	Nombre de pages à traiter	Autres organismes	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période visée par le rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période de rapport précédente	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0
Fermées pendant la période visée par le rapport	0	0	0	0
Reportées à la prochaine période de rapport	0	0	0	0

### 6.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0

### 6.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organismes

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	0	0	0	0	0	0	0	0

**PARTIE 7 – Délais de traitement des consultations sur les confidences du Cabinet**

Nombre de jours	Nombre de réponses reçues	Nombre de réponses reçues après l'échéance
1 à 15	0	0
16 à 30	0	0
31 à 60	0	0
61 à 120	0	0
121 à 180	0	0
181 à 365	0	0
Plus de 365 jours	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**PARTIE 8 – Ressources liées à la LPRP**

## 8.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$0
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Marchés pour les EFRVP	\$0	
• Marchés de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
<b>Total</b>		<b>\$0</b>

## 8.2 Ressources humaines

Ressources	Voués à la LPRP à temps plein	Voués à la LPRP à temps partiel	Total
Employés à temps plein	0.00	0.00	0.00
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00	0.00	0.00
Employés régionaux	0.00	0.00	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.00	0.00	0.00
Étudiants	0.00	0.00	0.00
<b>Total</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>



*Access to Information Act and Privacy Act Delegation Order*

*Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels*

The Acting President and Chief Executive Officer of Canada Lands Company Limited and Canada Lands Company CLC Limited, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*, hereby designates the person holding the position set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis the position, to exercise the powers and functions of the Chief Executive Officer as the head of the government institution, under the section of the Act set out in the schedule opposite each position. This Designation Order supersedes all previous Designation Orders.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le président et chef de la direction par intérim de la Société immobilière du Canada limitée et de la Société immobilière du Canada CLC limitée délègue au titulaire du poste mentionné à l'annexe ci-après, ainsi qu'à la personne occupant à titre intérimaire ledit poste, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investie par les articles des *Loi* mentionnées en regard de chaque poste. Le présent décret de délégation remplace et annule tout décret antérieur.

<i>Position/Poste</i>	<i>Access to Information Act and Regulations / Loi sur l'accès à l'information et Règlement</i>	<i>Privacy Act and Regulations / Loi sur la protection des renseignements personnels</i>
<i>Corporate Secretary/Secrétaire général</i>	<i>Full authority / Autorité absolue</i>	<i>Full authority / Autorité absolue</i>

Dated, in the City of Toronto  
this 15<sup>th</sup> day of March, 2013

Date, à la ville de Toronto  
ce 15<sup>ème</sup> jour de mars 2013

  
\_\_\_\_\_  
Robert Howald

Delegation of powers, duties and functions delegated pursuant to section 73 of the  
*Privacy Act*  
Canada Lands Company Limited and Canada Lands Company GLC Limited

Section	Description	Corporate Secretary
8(2)(j)	Disclosure for research purposes	X
8(2)(m)	Disclosure in the public interest or in the interest of the individual	X
8(4)	Copies of requests under 8(2)(e) to be retained	X
8(5)	Notice of disclosure under 8(2)(m)	X
9(1)	Record of disclosures to be retained	X
9(4)	Consistent uses	X
10	Personal information to be included in personal information banks	X
14	Notice where access requested	X
15	Extension of time limits	X
17(2)(b)	Language of access	X
17(3)(b)	Access to personal information in alternative format	X
18(2)	Exemption (exempt bank) - Disclosure may be refused	X
19(1)	Exemption - Personal information obtained in confidence	X
19(2)	Exemption - Where authorized to disclose	X
20	Exemption - Federal-provincial affairs	X
21	Exemption - International affairs and defence	X
22	Exemption - Law enforcement and investigation	X
22.3	Exemption - Public Servants Disclosure Protection Act	X
23	Exemption - Security clearances	X
24	Exemption - Individuals sentenced for an offence	X
25	Exemption - Safety of individuals	X
26	Exemption - Information about another individual	X
27	Exemption - Solicitor-client privilege	X
28	Exemption - Medical record	X
31	Notice of intention to investigate	X
33(2)	Right to make representation	X

35(1)	Findings and recommendations of Privacy Commissioner (complaints)	X
35(4)	Access to be given	X
36(3)	Report of findings and recommendations (exempt banks)	X
37(3)	Report of findings and recommendations (compliance review)	X
51(2)(b)	Special rules for hearings	X
51(3)	<i>Ex parte</i> representations	X
72(1)	Report to Parliament	X
	Privacy Regulations	X
9	Reasonable facilities and time provided to examine personal information	X
11(2)	Notification that correction to personal information has been made	X
11(4)	Notification that correction to personal information has been refused	X
13(1)	Disclosure of personal information relating to physical or mental health may be made to a qualified medical practitioner or psychologist for an opinion on whether to release information to the requestor	X
14	Disclosure of personal information relating to physical or mental health may be made to a requestor in the presence of a qualified medical practitioner or psychologist	X